

Prévisions conjoncturelles

Prévisions pour la Suisse

Au 4^e trimestre, le PIB de la Suisse a progressé de 0,2 %, après un recul de 0,4 % au trimestre précédent. L'évolution de l'ensemble de l'économie s'est ainsi stabilisée en fin d'année. Les secteurs ont évolué de manière inégale, tandis que la demande intérieure a soutenu la croissance.

Les données et enquêtes disponibles signalent une nouvelle hausse du PIB pour le 1^{er} trimestre 2026. Le commerce extérieur a notamment débuté l'année sur une note positive en janvier.³⁶ Selon les enquêtes du KOF, le climat des affaires des entreprises suisses s'est stabilisé en février, laissant entrevoir un certain redressement.³⁷ L'indicateur composite du climat conjoncturel suisse confirme cette tendance en s'établissant légèrement au-dessus de sa moyenne à long terme pour la première fois depuis 2022.³⁸

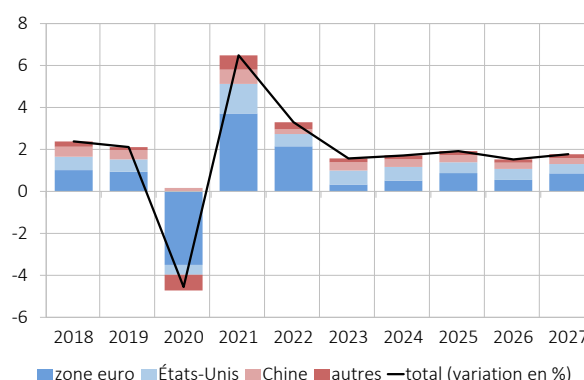
La guerre au Proche et au Moyen-Orient provoque, au niveau international, une forte hausse des prix de l'énergie depuis début mars. Actuellement, le détroit d'Ormuz, par lequel transitent normalement chaque jour de grandes quantités de pétrole et de gaz liquéfié (GNL), est de facto impraticable pour le trafic maritime. Des restrictions de production affectent également la région : le Qatar, l'un des principaux producteurs au niveau mondial, a suspendu temporairement sa production de GNL, tandis que l'Arabie saoudite et l'Irak ont réduit leur production de pétrole. En réponse, l'OPEP+ a annoncé une augmentation de la production pour avril, et l'Agence internationale de l'énergie a planifié une libération de réserves par ses pays membres. Globalement, les prix du pétrole et du gaz, au niveau international, dépassent nettement les niveaux projetés en décembre. Toutefois, la disponibilité des agents énergétiques fossiles en Suisse ne s'en trouve pas affectée pour l'instant.

Le renchérissement de l'énergie laisse présager une accélération de l'inflation à l'échelle internationale, notamment chez les partenaires commerciaux européens et asiatiques, et pèse sur la croissance mondiale.

L'évolution du conflit au Proche et au Moyen-Orient demeure très incertaine, conditionnant l'ampleur des répercussions économiques. Un conflit limité dans le temps, suivi d'une normalisation rapide de la production énergétique et des routes de fret, n'aurait que des effets restreints sur les économies mondiale et suisse. À l'inverse, une crise prolongée ou une intensification du conflit pourrait entraîner une hausse durable des prix de l'énergie et des coûts de transport, avec pour conséquence des turbulences sur les marchés financiers et une nouvelle pression à la hausse sur le franc suisse. Les risques relatifs à l'approvisionnement augmenteraient également. La politique commerciale des États-Unis constitue une source d'incertitude supplémentaire.

graphique 36 : Demande mondiale, contributions à la croissance

PIB réel désaisonnalisé des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondéré par les exportations, variation sur un an, en points de pourcentage ; à partir de 2026 : hypothèses



sources : offices statistiques, OCDE, FMI, groupe d'experts

³⁶ https://cms.news.admin.ch/dam/fr/bazg/e7pMnR1c7fHd/MM_202601_fr.pdf.

³⁷ https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/kof-news0/2026/03/situation_economique_quasi_stable.html.

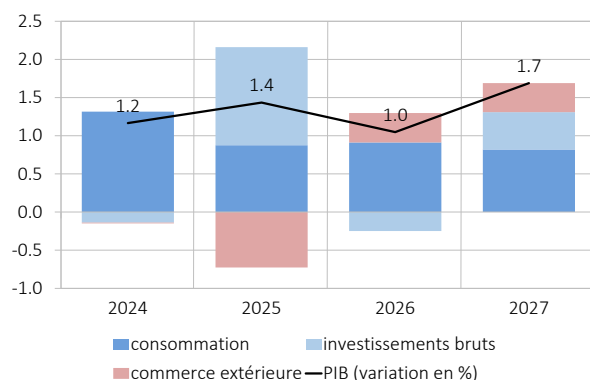
³⁸ <https://www.seco.admin.ch/ccs>.

Dans ce contexte, le groupe d'experts a revu à la hausse son hypothèse technique concernant le prix moyen du pétrole pour l'année en cours et la suivante. De plus, il se base sur l'hypothèse technique que les droits de douane internationaux seront maintenus à leur niveau actuel. Sous ces conditions, la demande mondiale devrait croître modérément au cours des prochains trimestres, tandis que les taux d'inflation devraient augmenter plus que prévu dans de nombreux pays (graphique 36, tableau 7).³⁹

L'économie suisse présente une intensité énergétique moindre que celle d'autres pays européens. Cette caractéristique résulte de l'importance du secteur des services et de la faible intensité énergétique de l'industrie manufacturière en comparaison internationale.⁴⁰ De plus, la part de l'énergie dans l'indice des prix à la consommation est basse en comparaison internationale.⁴¹ Enfin, le franc suisse, en tant que « valeur refuge », a tendance à s'apprécier en période d'incertitude, ce qui atténue quelque peu les hausses des prix du pétrole, cotés en dollars US. Comme l'a montré la « crise énergétique » de 2022, l'économie suisse est donc un peu moins exposée aux chocs des prix de l'énergie et la répercussion sur les prix à la consommation est moins immédiate.

En comparaison internationale, l'inflation en Suisse reste faible. Outre l'appréciation continue du franc, qui freine le prix des biens importés, ce constat s'explique par une progression plus contenue des prix des services ; dans la zone euro, ces derniers ont davantage augmenté qu'en Suisse sous des effets de second tour, comme la hausse des salaires. Compte tenu de la hausse des prix du pétrole et du gaz naturel, une inflation légèrement plus élevée est toutefois attendue en Suisse cette année (0,4 % ; prévision de décembre : 0,2 %). Ce facteur devrait peser sur la croissance des dépenses de consommation privée par rapport aux prévisions conjoncturelles de décembre. Malgré cela, la demande intérieure, et notamment la consommation privée, devrait rester le principal moteur de la croissance du PIB en Suisse (graphique 37). En outre, la consommation de l'État devrait augmenter plus fortement que prévu.⁴² En revanche, les investissements en biens d'équipement ne devraient croître que faiblement cette année, compte tenu du faible taux d'utilisation des capacités de production industrielle. Les permis de construire laissent toutefois présager un redressement de l'activité dans la construction, compte tenu notamment du faible taux de vacance et du bas niveau des taux d'intérêt.

graphique 37 : Contributions à la croissance du PIB
valeurs réelles désaisonnalisées, par rapport à l'année précédente, en % ; à partir de 2026 : prévisions



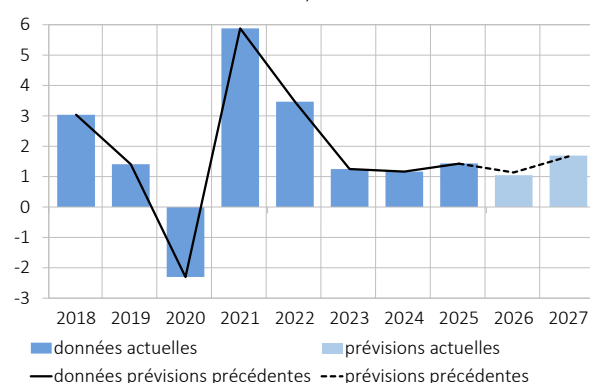
sources : SECO, groupe d'experts

La croissance atone de la demande mondiale, l'incertitude accrue et la forte valorisation du franc suisse freinent les secteurs de l'économie d'exportation. Parallèlement, l'évolution des importations reste faible en raison de la fragilité de la demande intérieure cette année. Dans l'ensemble, le commerce extérieur devrait apporter une contribution modérée mais positive à la croissance au cours de l'année (graphique 37).

Globalement, le groupe d'experts révisé légèrement à la baisse ses prévisions de croissance pour la Suisse. Pour l'année 2026, il table sur une progression du PIB suisse de 1,0 %, un niveau nettement inférieur à la moyenne (prévision de décembre : 1,1 % ; graphique 38, tableau 6).

graphique 38 : Prévision du PIB corrigé des événements sportifs

valeurs réelles désaisonnalisées, variation sur un an en %



sources : SECO, groupe d'experts

En 2027, la croissance de l'économie suisse devrait se normaliser à 1,7 %, avec une inflation annuelle moyenne

³⁹ Prévisions du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles : v. <https://www.seco.admin.ch/previsions-conjoncturelles>.

⁴⁰ V. <https://www.iea.org/data-and-statistics/data-tools/energy-efficiency-indicators-data-explorer> et <https://www.iea.org/data-and-statistics/charts/energy-intensity-of-manufacturing-in-selected-iea-countries-2000-vs-2019>.

⁴¹ Énergie, y c. carburants : Suisse 5,1 % ; zone euro 9 %, États-Unis 6,3 % ; produits pétroliers : Suisse 2,1 %, zone euro : 4 % ; États-Unis : 3,0 %.

⁴² V. <https://www.efv.admin.ch/fr/aperçu-finances-publiques>.

de 0,5 % (prévisions inchangées). La demande mondiale devrait s'accélérer modérément (graphique 36, tableau 7). Les autres pays européens, en particulier l'Allemagne, devraient se remettre progressivement de la phase de faiblesse actuelle, ce qui soutiendra également l'économie d'exportation suisse. Une augmentation de l'utilisation des capacités de production favoriserait alors une progression modérée des investissements.

Les perspectives de croissance modérée se reflètent sur le marché du travail. Le taux de chômage devrait atteindre 3,0 % en moyenne annuelle en 2026, puis redescendre à 2,8 % en moyenne en 2027. La légère révision à la baisse par rapport aux prévisions de décembre (respectivement 3,1 % et 2,9 %) s'explique notamment par une évolution légèrement plus favorable à fin 2025. Dans ce contexte, une modeste progression de l'emploi est attendue.

Une prévision de la croissance du PIB non corrigée des événements sportifs prend en compte les grands événements sportifs internationaux organisés par des organisations basées en Suisse (graphique 39). Ces événements se déroulent généralement lors des années civiles paires et accroissent alors la croissance du PIB suisse. Des effets inverses surviennent lors des années impaires.

Risques

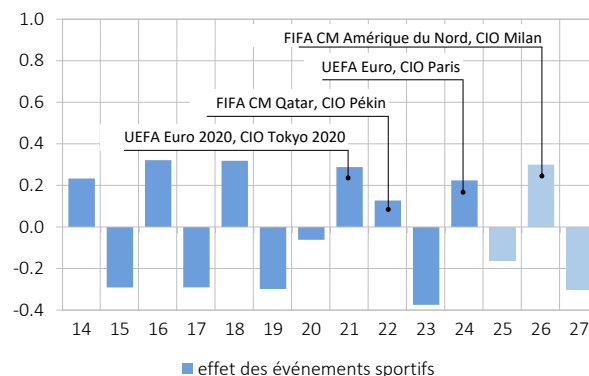
La guerre au Proche et au Moyen-Orient a entraîné fin février une hausse des prix internationaux du pétrole et du gaz ; l'évolution des marchés est très volatile. La tournure future du conflit est incertaine et comporte des risques pour le développement de l'économie mondiale. Ainsi, une perturbation durable des infrastructures énergétiques ou des voies de transport dans la région pourrait accentuer la hausse des prix. Dans un tel scénario, l'économie mondiale serait soumise à une pression supplémentaire et l'inflation augmenterait dans le monde entier. En Suisse aussi, il faudrait s'attendre à une croissance plus faible ainsi qu'à un renchérissement plus marqué. Le SECO complète dès lors la prévision du groupe d'experts par un scénario conjoncturel alternatif, lequel suppose notamment une hausse des prix du pétrole. Et il n'est pas exclu que la situation s'aggrave encore davantage.

Au-delà de ce contexte, l'incertitude liée à la politique économique et commerciale internationale demeure.

Au début de 2026, les Jeux olympiques d'hiver (CIO) ont eu lieu à Milan ; la Coupe du monde de football (FIFA) suivra cet été aux États-Unis, au Canada et au Mexique. La prévision table sur une contribution de ces événements à la croissance de 0,3 point de pourcentage : en 2026, la croissance du PIB non corrigée des événements sportifs sera d'autant plus élevée. En 2027, un mouvement inverse correspondant est attendu, soit un effet des événements sportifs de l'ordre de -0,3 point de pourcentage.

graphique 39 : Effet des événements sportifs

différence entre la croissance du PIB non corrigée des événements sportifs et celle corrigée des événements sportifs, en points de pourcentage ; à partir de 2026 : prévisions



sources : SECO, groupe d'experts

Les présentes prévisions reposent sur l'hypothèse technique d'un maintien des droits de douane à leur niveau actuel aux États-Unis. Des relèvements de droits de douane ainsi que l'introduction de taxes additionnelles par les États-Unis demeurent envisageables, notamment à l'échéance de la réglementation actuelle.⁴³

D'autres risques conjoncturels subsistent également. De nouvelles corrections sur les marchés financiers sont possibles. Les risques liés à l'endettement mondial, en particulier celui des États, demeurent élevés. De plus, les risques bilanciaux des institutions financières persistent. En cas de matérialisation de différents risques, il faudrait s'attendre à une nouvelle pression à l'appréciation du franc suisse.

En cas de matérialisation de ces différents risques, il faudrait s'attendre à une nouvelle pression à la hausse sur le franc suisse.

⁴³ Les droits de douane actuels de 10 % se fondent sur la « section 122 » de la loi américaine sur le commerce et peuvent être maintenus sans l'approbation du Congrès pour une durée maximale de 150 jours. Ce délai arrivera à échéance le 24 juillet 2026.

RISQUES

À l'inverse, une évolution plus favorable que celle actuellement attendue n'est pas non plus à exclure. Celle-ci pourrait par exemple résulter d'une baisse rapide des prix du pétrole brut, d'un ralentissement correspondant de l'inflation, d'une évolution plus robuste de l'économie mondiale ou encore d'une détente de la situation commerciale et géopolitique.

tableau 6 : Prévisions conjoncturelles pour la Suisse, mars 2026⁴⁴
 sauf mention contraire, variation en %, contributions en points de pourcentage,
 PIB et composantes : valeurs réelles désaisonnalisées

	2024	2025	2026 *	2027 *		
Produit intérieur brut (PIB) et composantes, valeurs corrigées des événements sportifs**						
PIB	1.2	1.4	1.0	(1.1)	1.7	(1.7)
Consommation privée	2.4	1.5	1.4	(1.5)	1.5	(1.5)
Consommation de l'État	1.3	1.0	1.8	(0.4)	0.6	(0.4)
Investissements dans la construction	-1.4	-0.5	1.6	(1.6)	1.8	(1.8)
Investissements en biens d'équipement	1.2	-0.5	0.7	(0.7)	2.2	(2.2)
Exportations de biens	2.7	2.4	1.0	(1.2)	3.9	(3.9)
Exportations de services	3.6	1.1	1.4	(2.5)	2.5	(2.5)
Importations de biens	4.2	8.3	-0.7	(0.0)	3.3	(3.5)
Importations de services	2.9	-1.6	2.3	(3.1)	3.5	(3.5)
Contributions à la croissance du PIB, valeurs corrigées des événements sportifs**						
Demande intérieure finale	1.4	0.7	1.2	(1.0)	1.4	(1.3)
Commerce extérieur	0.0	-0.7	0.4	(0.3)	0.4	(0.3)
Marché du travail et prix						
Emplois en équivalents plein temps	1.3	0.2	0.3	(0.2)	0.8	(0.8)
Taux de chômage en %	2.4	2.8	3.0	(3.1)	2.8	(2.9)
Indice des prix à la consommation	1.1	0.2	0.4	(0.2)	0.5	(0.5)
PIB, non corrigé des événements sportifs	1.4	1.3	1.3	(1.4)	1.4	(1.4)

* Prévisions du 18.03.2026 du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions. Prévisions du 15.12.2025 entre parenthèses.

** Sont concernés par les effets des événements sportifs : PIB, exportations de services, importations de services, commerce extérieur.
 sources : OFS, SECO

tableau 7 : Environnement international et monétaire, mars 2026⁴⁵
 sauf mention contraire, variation en %, PIB et demande mondiale : valeurs réelles désaisonnalisées

	2024	2025	2026 *	2027 *		
PIB, comparaison internationale						
États-Unis	2.8	2.2	2.4	(1.7)	2.0	(2.0)
Zone euro	0.9	1.5	0.9	(1.1)	1.4	(1.4)
Allemagne	-0.5	0.4	0.8	(1.0)	1.5	(1.5)
Royaume-Uni	1.1	1.3	0.9	(1.3)	1.4	(1.4)
Japon	-0.2	1.2	0.5	(0.6)	0.7	(0.7)
Pays du Bric	5.2	5.0	4.5	(4.4)	4.4	(4.4)
Chine	5.0	4.9	4.4	(4.4)	4.3	(4.3)
Demande mondiale	1.7	1.9	1.5	(1.5)	1.8	(1.8)
Prix du pétrole en USD par baril de Brent	80.5	69.1	73.7	(62.9)	68.0	(63.0)
Suisse						
Saron en %	1.3	0.1	0.0	(0.0)	0.0	(0.0)
Rendement des emprunts à 10 ans en %	0.6	0.3	0.3	(0.3)	0.5	(0.5)
Indice réel du cours du franc	0.9	1.3	2.3	(1.4)	0.0	(0.0)

* Hypothèses du 18.03.2026 du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions. Hypothèses du 15.12.2025 entre parenthèses.

sources : SECO, institutions statistiques compétentes

⁴⁴ Exportations, importations et contributions à la croissance du commerce extérieur : sans les objets de valeur.

⁴⁵ Pays du Bric : PIB agrégé en parité de pouvoir d'achat (FMI) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.

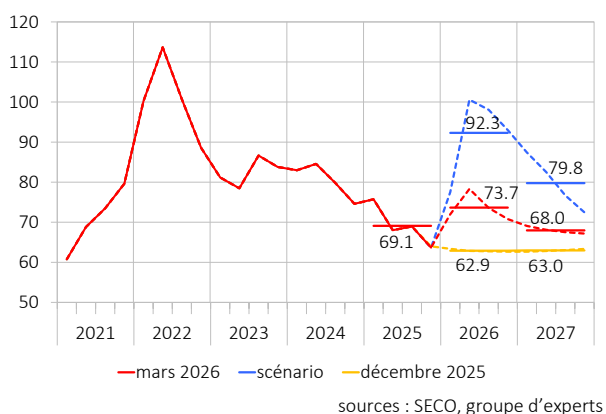
Scénario

Début mars, après le déclenchement de la guerre au Proche et au Moyen-Orient, les prix du pétrole ont bondi sur les marchés mondiaux, dépassant par moments la barre de 100 dollars US. Pour les **prévisions conjoncturelles** de mars du Groupe d'experts de la Confédération, l'hypothèse technique relative au prix du pétrole a été revue à la hausse par rapport aux prévisions de décembre 2025 (voir ci-dessus).

Compte tenu de la grande incertitude quant à l'évolution de la situation au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'aux répercussions qui en résulteront pour l'économie mondiale, le SECO complète les prévisions du groupe d'experts par un **scénario** alternatif plus négatif. Celui-ci suppose des effets considérablement plus élevés et persistants sur les prix de l'énergie que ceux retenus dans les prévisions conjoncturelles (graphique 40). Un scénario pertinent pourrait notamment inclure une hausse des prix du pétrole à 100 dollars US sur l'ensemble du 2^e trimestre, suivie d'une baisse plus lente. D'autres trajectoires, comme des variations extrêmes à court terme, ou une accalmie provisoire suivie de nouvelles hausses, ainsi que des poussées de prix via d'autres canaux, seraient également compatibles avec ce scénario. La région exporte en outre des volumes substantiels de produits intermédiaires d'engrais, l'aluminium et l'hélium, ce dernier étant indispensable à l'industrie des puces électroniques. De manière générale, des évolutions encore plus négatives, voire extrêmes, des prix et de la disponibilité de l'énergie seraient également concevables, bien qu'elles ne soient pas représentées dans ce scénario.

graphique 40 : Prix du pétrole, hypothèses, tracés illustratifs

hypothèses techniques pour les prévisions conjoncturelles de décembre 2025 et mars 2026 ainsi que pour le présent scénario ; en dollars US par baril



Selon le présent scénario, non seulement le prix du pétrole serait nettement plus élevé, mais aussi celui du gaz en Europe et en Asie. Un tel choc combiné des prix du pétrole et du gaz a surtout un effet inflationniste sur les économies importatrices d'énergie. De plus, la croissance économique est freinée par la hausse des coûts de production et la baisse des revenus réels. Les effets sur l'économie réelle seraient plus importants dans la zone euro qu'aux États-Unis en raison de sa forte dépendance aux importations d'agents énergétiques (tableau 8). L'Allemagne serait particulièrement touchée en raison de son industrie à forte consommation d'énergie. De plus, le prix du gaz européen jouant un rôle important dans la formation des prix de l'électricité, le renchérissement de l'énergie entraînerait une forte hausse de l'inflation dans la zone euro, ce qui conduirait la Banque centrale européenne à relever les taux d'intérêt à court terme. À l'inverse, les exportateurs d'énergie comme la Russie⁴⁶ profiteraient à court terme de la hausse des prix. Selon un tel scénario, menant à l'hypothèse d'une normalisation progressive des prix de l'énergie en 2027, les effets macroéconomiques les plus importants se manifesteraient en 2026 (graphique 40).⁴⁷

Sur les marchés financiers, l'exacerbation de l'incertitude géopolitique entraîne, dans le présent scénario, une demande accrue pour les placements sûrs. Cela favorise une appréciation du franc suisse, tandis que l'euro a tendance à être sous pression par rapport au dollar US. Parallèlement, les rendements des emprunts d'État à long terme augmentent modérément en raison d'attentes inflationnistes plus élevées.

L'économie suisse serait principalement affectée par trois canaux : une inflation accrue, l'affaiblissement de la demande mondiale et une appréciation supplémentaire du franc suisse. En 2026, compte tenu de la hausse des prix de l'énergie, l'inflation augmenterait également en Suisse, atteignant 0,7 %, soit un niveau supérieur à celui des prévisions conjoncturelles (graphique 41). L'impact serait toutefois modéré en comparaison de la zone euro (3,7 %). Ce fait tient principalement à la part nettement plus faible du pétrole et du gaz dans le panier-type. Avoisinant 2 % pour le pétrole contre 0,6 % pour le gaz, la part, en Suisse, est plus de deux fois inférieure à celle de la zone euro. S'y ajoute l'appréciation du franc, qui exerce un effet modérateur sur l'inflation. Enfin, les tarifs de l'électricité pour les ménages en Suisse étant fixés pour une année, ils réagissent avec un certain retard. En conséquence, les effets sur les prix devraient être un peu plus persistants, de sorte que l'inflation serait encore

⁴⁶ Mi-mars (après l'établissement des prévisions et du scénario), les États-Unis ont temporairement assoupli les sanctions pétrolières contre la Russie.

⁴⁷ Début mars, les contrats à terme sur le pétrole brut laissaient présager une baisse progressive des prix.

plus élevée en 2027 que dans les prévisions conjoncturelles (0,7 %). Pour les deux années, l'inflation resterait toutefois clairement dans la zone de stabilité des prix, surtout en raison d'un niveau de départ actuellement bas.

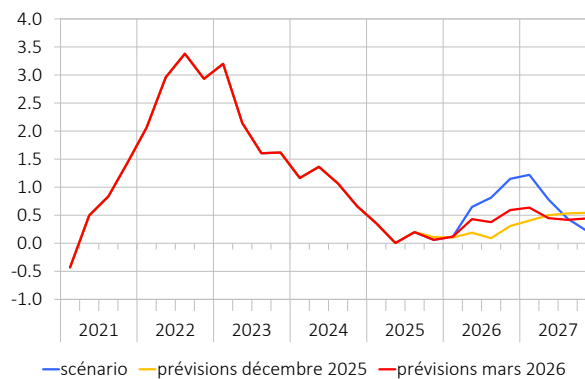
Il faudrait s'attendre, dans ce scénario, à certains effets modérateurs sur les revenus réels et donc sur les dépenses de consommation. Par ailleurs, l'appréciation du franc et la faiblesse de la demande extérieure pèseraient sur les secteurs exportateurs de l'économie suisse. Le taux d'utilisation des capacités, globalement plus bas, devrait freiner temporairement la propension à investir.

Dans ces conditions, la croissance économique de la Suisse s'établirait à 0,8 % en 2026, soit 0,2 point de pourcentage de moins que les prévisions du groupe d'experts (tableau 8). Le taux de chômage atteindrait 3,0 % en moyenne annuelle en 2026 avant de diminuer en 2027 à

un rythme plus modéré qu'escompté dans les prévisions conjoncturelles.

graphique 41 : Inflations, prévisions et scénario, tracés illustratifs

variation par rapport au trimestre de l'année précédente en %



sources : SECO, groupe d'experts

tableau 8 : Scénario, mars 2026

sauf mention contraire, variation en % ; PIB zone euro, États-Unis et demande mondiale : valeurs réelles désaisonnalisées ; PIB suisse : valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs

	2025	Prévisions mars 2026		Scénario	
		2026	2027	2026	2027
Suisse					
PIB	1.4	1.0	1.7	0.8	1.6
Taux de chômage en %	2.8	3.0	2.8	3.0	2.9
Inflation en %	0.2	0.4	0.5	0.7	0.7
International					
Prix du pétrole en USD par baril de Brent	69.1	73.7	68.0	92.3	79.8
Prix du gaz naturel (Europe) en euros par MWh	35.0	45.8	42.3	81.3	56.0
PIB États-Unis	2.2	0.0	2.0	2.0	2.0
PIB zone euro	1.5	0.0	1.4	0.4	1.4
Demande mondiale	1.9	0.0	1.8	1.1	1.8
Inflation zone euro en %	2.1	2.5	1.9	3.7	1.4
Inflation États-Unis en %	2.7	2.9	2.3	3.6	2.0

sources : groupe d'experts, SECO (scénario et indications supplémentaires sur les prévisions)